

Sous la direction de

Arnaud Zacharie

La nouvelle géographie du développement

La Mulette
Le Bord de l'eau

CHAPITRE I

Le décentrage du pouvoir mondial

SEBASTIAN SANTANDER

Une des tendances à l'œuvre en relations internationales est celle de la multipolarisation croissante du monde, et plus particulièrement des affaires de l'économie politique internationale. Il est possible de l'appréhender au travers des rapports que les nouveaux centres d'influence mondiale, tels que les « pays émergents », entretiennent avec les pays du « Sud ». Quelles sont les implications de cette diffusion progressive du pouvoir mondial pour la coopération internationale et les pays en développement ? Pour répondre à cette question, nous reviendrons de manière succincte sur la réalité que recouvre l'expression « puissance émergente ». Il s'agira ensuite de voir comment le développement national de ces nouveaux acteurs a contribué à éveiller dans leur chef des ambitions de projection internationale et de puissance. Enfin, nous reviendrons plus longuement sur les relations que ces acteurs tissent avec les pays en développement, et plus particulièrement sur le déploiement de leur stratégie de coopération qu'ils qualifient de « Sud-Sud ». Il s'agira de voir dans quelle mesure cette dernière se dissocie de la coopération « Nord-Sud » et remet en question le monopole occidental en matière de coopération au développement.

Réalité recouverte par l'expression « puissance émergente »

Depuis une vingtaine d'années, le monde fait face à la montée en force de nouveaux pôles d'influence qui ont émergé en dehors de la triade États-Unis/Europe occidentale/Japon. Ceux-ci sont de plus en plus perçus par

un nombre croissant de cercles médiatiques, diplomatiques ou financiers comme les nouveaux « gagnants » de la mondialisation. Ces acteurs étatiques sont regroupés sous le terme générique de « pays émergents ». Pour mieux les identifier, d'aucuns n'hésitent pas à proposer des acronymes dont les plus connus sont les fora des BRICS et de l'IBSA¹ qui, contrairement à d'autres, ne sont pas que des labels marketing pour attirer les investisseurs, car ils ont une existence propre.

Au-delà du débat sur la définition de l'« émergence », qui est d'ailleurs loin d'être tranchée, ce qui nous intéresse ici est que cette notion recouvre en relations internationales une réalité particulière, celle de la diffusion du pouvoir mondial. Ce qui revient à poser la question de la multipolarité des affaires internationales. Un monde multipolaire est un système interétatique qui repose sur des pôles de puissance de nature et caractéristiques comparables qui se contrecarrent. Bien que ce scénario ne soit pas (encore) une réalité, on ne peut nier le décentrage progressif que connaît le pouvoir mondial. Bien que dans le secteur militaire, le monde occidental et plus particulièrement les États-Unis possèdent le quasi-monopole de l'usage de la force sur le plan international et détiennent d'importants moyens pour surveiller et influencer le comportement des autres acteurs de la planète, dans le domaine de l'économie politique internationale, on constate une remise en cause progressive du monopole de la puissance de la triade composée par les États-Unis, l'Europe et le Japon². Celle-ci a représenté jusqu'à la décennie des années 1990 l'essentiel du commerce, de la production, des transactions financières, des innovations scientifiques ainsi que de l'aide au développement. Cette situation est en train de changer comme en attestent certains chiffres. Ceux-ci montrent que le poids des économies américaine et européenne a sensiblement diminué entre les années 1980 et 2010 au profit des émergents. Ainsi, voici trente ans les économies américaine et européenne comptaient respectivement pour 25 et 31 % du PIB mondial contre 19 et 20 % aujourd'hui, alors que sur la même période, la richesse produite par des pays comme la Chine et l'Inde est passée de 8 à 25 %³.

La montée en force de la Chine et de l'Inde, le retour progressif de la Russie en tant que puissance politique à vocation planétaire ou l'affirmation du Brésil, de l'Afrique du Sud ou de la Turquie dans les affaires

1 Le Forum du BRICS intègre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et celui de l'IBSA englobe l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

2 Sebastian Santander, « Les puissances émergentes. Portée et limites d'un phénomène international » dans Dario Battistella, *Relations internationales. Bilan et perspectives*, Paris, Ellipses, 2013, pp. 523-544.

3 Jeffrey D. Sachs, « A World Adrift », *Project Syndicate*, 22 avril 2012.

internationales, annoncent une transformation des rapports de force internationaux et, partant, un « basculement du monde ». Ces pays ont connu, à des degrés divers, des taux de croissance soutenus depuis de nombreuses années : lors de la décennie écoulée le taux de croissance moyen de l'Inde, de la Turquie et du Brésil a été de respectivement 8 %, 6 % et 4 %. La Chine, quant à elle, a connu une croissance moyenne de 10 %, mais sur une période de 25 ans. Lors de cette décennie écoulée, les émergents ont été à l'origine de plus de la moitié de la croissance mondiale. Ils gagnent progressivement des places dans le top dix du classement de l'économie mondiale en parité de pouvoir d'achat, où l'on retrouve dorénavant la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et l'Indonésie. Les performances chinoises sont sans aucun doute les plus importantes puisque l'Empire du milieu est dorénavant la première puissance commerciale au monde avec un volume d'échange supérieur à celui des États-Unis⁴. Selon le FMI, elle est, depuis 2014, la première puissance économique mondiale en parité de pouvoir d'achat, une position que les États-Unis occupaient depuis 1872, année où ils détrônèrent le Royaume-Uni⁵.

Les performances de la Chine et des autres émergents ont, en partie, contribué à faire de ces pays de nouvelles destinations pour les investissements directs étrangers (IDE). Cette accélération de leur développement fait également qu'ils deviennent des exportateurs de capitaux pour des montants qui se chiffrent en milliards d'euros. Les émergents comptent de plus en plus sur des réserves de change. Là aussi, la Chine bat tous les records puisque ses réserves de change, qui sont les plus importantes de la planète, s'élèvent en 2014 à 3 800 milliards de dollars⁶, ce qui la hisse au statut de banquier du monde : elle est le premier créancier des États-Unis, finance les déficits de pays européens et prête aux pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie⁷. Toutefois, les autres émergents se positionnent également comme pourvoyeurs d'aide au développement.

Leur essor économique explique également que les émergents ont réussi à imposer toute une série de « champions ». Ces entreprises deviennent des exportatrices d'IDE. Elles s'internationalisent de plus en plus grâce au soutien fourni par leurs États respectifs et reçoivent des aides financières de banques publiques. C'est le cas des multinationales brésiliennes dont

4. Mathilde Damgé, « La Chine en 5 graphiques », *M Économie*, 10 janvier 2014.
 5. Le PIB chinois calculé en parité de pouvoir d'achat est de 17.632 milliards de dollars contre 17.416 pour les États-Unis : FMI, « World Economic Outlook Database », *Fonds Monétaire International*, octobre 2014.
 6. Nargiza Salidjanova, « China's Foreign Exchange Reserves and Holdings of U.S. Securities », *USCC Economic Issue Brief*, no 2, 21 mars 2014, p. 1-6.
 7. Claude Mayer, *La Chine, banquier du monde*, Paris, Fayard, 2014, 359 p.

la projection internationale est appuyée par la Banque nationale de développement économique et sociale (BNDES) ou d'entreprises chinoises qui reçoivent le soutien de la Banque de développement chinoise (CDB) ou de la Banque Export/import (Eximbank). Les multinationales des émergents parviennent à s'imposer toujours davantage et multiplient les stratégies de fusions et acquisitions au point de constituer de redoutables groupes concurrents pour les opérateurs économiques occidentaux⁸. Ces stratégies donnent l'occasion aux entreprises des émergents aussi bien de se procurer des marchés et d'élargir leur taille que de se saisir de marques mondialement reconnues, du savoir-faire et des technologies⁹. Les émergents s'affirment peu à peu comme des leaders dans toute une série de domaines du commerce mondial et plus précisément dans l'énergie, l'agriculture, le textile ou les services.

Du développement national à la conquête du monde

Ce processus de développement rapide contribue à donner des ailes aux émergents. Certains de leurs discours sous-entendent que l'avenir leur est dorénavant réservé alors que les anciennes puissances industrialisées seraient en passe d'être reléguées si pas au musée de l'histoire, au moins au second plan¹⁰. Ces perceptions dérivées de leur nouvelle assurance consolident leur ambition de puissance et confortent les émergents dans leur volonté d'agir pour un partage plus équilibré du pouvoir mondial. D'autant qu'ils considèrent que la structure économique et politique internationale élaborée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale est loin de refléter la réelle répartition du pouvoir mondial de ce début de XXI^e siècle. Pour se faire une place dans l'arène internationale et changer les structures mondiales, la diplomatie devient un instrument de choix.

Dès lors, les émergents œuvrent pour se réserver des zones d'influence régionales plus ou moins institutionnalisées : le Brésil cherche à réaménager l'espace sud-américain au travers du Mercosur¹¹ ou de l'Unasur¹² ; la Chine consolide son influence en Asie du Sud-Est par le truchement de son projet de nouvelle « route de la soie du XXI^e siècle » ; l'Afrique du Sud s'appuie sur la SADC¹³ pour fortifier sa présence en Afrique méridionale ; la Russie vise à étendre son pouvoir en Europe orientale et dans le

8 The Economist, « Multinationales des pays émergents : les nouveaux champions », *Problèmes économiques*, 2962, 7 janvier 2009.

9 BCG, « Companies on the move », *Report 2011 BCG on Global Challengers*, janvier 2011.

10 Sebastian Santander, « The EU and the Shifts of Power in the International Order: Challenges and Responses », *European Foreign Affairs Review*, 19, 1, 2014.

11 Marché commun du Sud.

12 Union des nations sud-américaines.

13 Communauté de développement de l'Afrique australe.

Caucase en l

Les émerger
multilatéral
ports de fon
au sein de l
longtemps
Mais les pré
ont occasio
semble auss
péenne, Bré
plus impose
gents est de

L'offensive
dial concern
nétaire inte
fonctionner
contributio
décisionnel
la crise mo
en Occiden
réforme du
viennent à
du G20. Ce
d'une série
réforme ne
les États-U
à un droit

Les émerg
d'autres in
particulier
les Fora d
émergents
constituer
entre ses
internation

14 Sebastia
Peter La
15 La « nou
parties i
bien des

Caucase en lançant son projet d'Union économique eurasiatique¹⁴.

Les émergents vont également chercher à investir davantage les instances multilatérales à portée universelle, afin de changer à leur avantage les rapports de force comme en témoigne l'évolution du processus de négociation au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce dernier fût longtemps déterminé par la « Quad » (États-Unis, UE, Canada et Japon). Mais les pressions exercées par les émergents pour changer ce *statut quo* ont occasionné la substitution de la Quad par la « nouvelle Quad » qui rassemble aussi bien des acteurs du Nord que du Sud (États-Unis, Union européenne, Brésil, Chine et Inde)¹⁵. Ce faisant, les pays occidentaux ne peuvent plus imposer leurs vues de manière unilatérale et la consultation des émergents est devenue incontournable pour tout compromis au sein de l'OMC.

L'offensive des émergents pour un partage plus important du pouvoir mondial concerne d'autres organisations multilatérales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces deux organisations fonctionnent selon la règle « un dollar un vote ». Autrement dit, plus la contribution de l'État membre est élevée, plus son poids dans le processus décisionnel sera grand. Les pays émergents vont alors saisir l'occasion de la crise mondiale de 2007-2008, dont l'origine et la responsabilité résident en Occident et plus particulièrement aux États-Unis, pour revendiquer une réforme du FMI et de la Banque mondiale. En 2010, les émergents parviennent à avoir la réforme des institutions de Bretton Woods sur la table du G20. Celle-ci prévoit un rehaussement du droit de vote au détriment d'une série de pays occidentaux (Canada, Grande-Bretagne, France). Cette réforme ne sera adoptée que fin 2015, après plusieurs années de blocage par les États-Unis dont le pouvoir de décision au sein de ces instances équivaut à un droit de veto.

Les émergents, mécontents de cette situation de blocage, ont misé sur d'autres initiatives diplomatiques pour faire entendre leur voix, et plus particulièrement sur les clubs de pouvoir qu'ils mettent en place comme les Fora des BRICS ou de l'IBSA. Ces espaces de rencontre entre pairs émergents ne sont pas que des fora de dialogue politique. Ils peuvent constituer – au-delà des divisions qui caractérisent parfois les relations entre ses membres – un levier de pression et d'action sur la scène internationale. Les BRICS ont acté en 2014 la création d'une Banque de

14 Sebastian Santander (coord.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles, Peter Lang, 2016.

15 La « nouvelle Quad » peut prendre des appellations et formes distinctes telles que les « quatre/cinq parties intéressées », le « groupe Quint » ou le « G 6 ». Toutefois, tous ces groupes intègrent aussi bien des puissances industrielles du Nord que des pays émergents.

développement et d'un fonds commun de réserve de change. La capitalisation de la banque est de 50 milliards de dollars et il est prévu, dans les années à venir, de doubler ce montant. Elle a pour mission de financer des projets d'infrastructures dans les pays membres ou dans d'autres pays. Quant à la réserve de change commune, elle compte sur 100 milliards de dollars et a pour mission d'octroyer des prêts à ses membres ou à d'autres pays en difficulté financière. Ces prêts sont concédés sans conditionnalité (ni politique, ni économique) et les membres de ces deux institutions bénéficient d'un même poids politique dans le processus décisionnel. En ce faisant, ils veulent faire de cette banque une alternative à la Banque mondiale et au FMI, considérés comme des institutions dirigées par les États-Unis et les pays européens.

Le Forum IBSA a également été pensé pour faire bouger les structures du pouvoir économique et politique mondial. C'est la pression exercée par l'IBSA et son rapprochement avec la Chine qui a, notamment, occasionné des changements dans les rapports de force au sein de l'OMC. Les membres de l'IBSA essaient de reproduire ce même exploit en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, afin que chacun puisse obtenir un siège permanent ; ce qui est loin d'être gagné. Toutefois, ce forum est doté d'un fonds¹⁶ qui donne la possibilité à ses membres de jouer un rôle dans le secteur de la coopération internationale. La contribution individuelle à l'*IBSA Fund* s'élève à un million de dollars. Celui-ci est administré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et permet à ses membres de financer sans conditionnalité toute une série de petits projets ayant trait à l'agriculture, aux infrastructures, à la santé, à l'intégration sociale ou à la lutte contre la pauvreté. Ainsi, l'IBSA a été à l'origine d'une clinique de prévention du Sida au Burundi, de la construction d'un Hall Omnisport à Ramallah, de la réhabilitation de centres médicaux au Cap-Vert ou de l'électrification rurale de cinq villages en Guinée-Bissau par l'entremise d'un système d'énergie solaire. Le Fonds IBSA a financé une série de projets qui concernent d'autres pays comme Haïti. Il s'est, notamment, intéressé au quartier de Carrefour Feuilles de Port-au-Prince qui a une histoire de conflits violents entre bandes opposées. L'initiative financée a permis de mettre ensemble des gangs rivaux et de les faire travailler sur un projet de collecte et de traitement de déchets et a eu pour effet de créer plusieurs centaines d'emplois, de réduire l'incidence des maladies, ou d'éviter le risque d'inondations du fait de la saturation des canaux par les déchets¹⁷.

16 IBSA Fund ou Trust Fund for the Alleviation of Poverty and Hunger.

17 Marina Penderis, « IBSA Fund Packs Small But Sustainable Punches », *IPS*, 27 avril 2011.

Une coopération Sud-Sud aux empreintes Nord-Sud

L'ensemble des projets susmentionnés fait partie de ce que les émergents ont l'habitude de qualifier de « coopération Sud-Sud ». Cette dernière constitue un canal par lequel des pays comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ou la Turquie cherchent à accroître leur présence dans les pays en développement africains, asiatiques ou latino-américains. Le cas de la percée des émergents en Afrique est assez emblématique des relations que ceux-ci entendent déployer avec le monde en développement¹⁸. Depuis une douzaine d'années, le commerce entre les émergents et ce continent n'a cessé de progresser et parfois de manière fulgurante. Durant cette dernière décennie, la Chine a multiplié par dix ses échanges avec l'Afrique¹⁹, et même par vingt depuis l'année 2000, atteignant dorénavant les 170 milliards d'euros²⁰. En ce qui concerne l'Inde et le Brésil, leurs échanges commerciaux avec le continent ont septuplé, passant respectivement de 7 milliards d'euros à 44 et de 3,5 milliards d'euros à 21 milliards. La Turquie et la Russie cherchent également à se positionner avantageusement dans le commerce avec l'Afrique, même si leur progression reste modeste comparée à celles des autres émergents. Les autorités et entreprises turques et russes ne se privent du reste pas de mener des actions afin d'accroître leurs parts de marché sur le continent²¹. La plupart des émergents finissent par reproduire un schéma d'échange à forte empreinte Nord-Sud dans le sens où ils vendent au pays en développement des biens manufacturés à haute valeur ajoutée et leur achètent des matières premières et des biens primaires.

En outre, les placements de capitaux des BRICS en Afrique ont, eux aussi, connu une solide courbe ascendante pour atteindre 25 % du total des investissements directs étrangers (IDE) à destination du continent. En 2000, les IDE des cinq émergents en Afrique étaient quasi insignifiants. Une décennie plus tard, l'Afrique recevait 4% des IDE des BRICS. Aujourd'hui, l'Afrique devient une destination d'investissement plus importante pour les BRICS (en valeur relative) que pour l'Europe ou les États-Unis.

¹⁸ Cf. notamment Sebastian Santander (coord.), *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Paris, Karthala, 2014, 322 p.

¹⁹ Emmanuel Martin, 6 août 2014, CNBC, « China-Africa trade grows tenfold in a decade », CNBCAfrica, 12 février 2015 (<http://www.cnbcfrica.com>); Richard Schiere, Leonce Ndikumana et Peter Walkenhorst, *La Chine et L'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, Groupe de la banque africaine de développement, Tunis, 2011, 154 pages.

²⁰ Sébastien Le Belzic, « Le yuan chinois, un nouveau dollar pour L'Afrique ? », *ChinaAfrica*, 27 mai 2015 (<http://www.chinafrica.info>).

²¹ Julia Harte, « Turkey Shocks Africa », *World Policy Journal*, hiver 2012/2013 ; Mikhaïl Marguelov, « Afrique : entre rivalité et coopération », *Le Courrier de Russie*, 10 juillet 2013.

Les liens que ces acteurs tissent avec les pays africains ne se limitent pas au commerce et à l'investissement. Ils sont de plus en plus denses et multiples et couvrent la coopération militaire, la diplomatie, la culture ou la coopération au développement. Les raisons de ce rapprochement sont variées : il y a la nécessité d'investir de nouveaux marchés, d'acquérir des ressources naturelles (cuivre, cobalt, fer, bois, uranium), d'étendre sa visibilité et reconnaissance internationale, de trouver des appuis ou alliances pour faire avancer des dossiers internationaux et construire des espaces géopolitiques d'influence.

Cette percée économique et commerciale des acteurs émergents dans les pays en développement s'accompagne d'une série d'initiatives diplomatiques : chaque pays émergent ouvre davantage d'ambassades et de consulats dans les capitales africaines, organise des sommets périodiques de chefs d'État et de gouvernement avec les pays africains, et encourage l'organisation de fora d'affaires entre ses entreprises et celles du continent noir.

Les émergents se positionnent toujours davantage dans le secteur de la coopération au développement et adoptent en la matière un grand nombre d'initiatives. Ainsi, ils procèdent à l'annulation partielle ou totale de dettes, octroient de nouveaux prêts, adoptent des programmes d'assistance technique dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'énergie, financent des programmes de formation professionnelle, fournissent des bourses d'études à des étudiants africains pour qu'ils fassent des études supérieures dans les universités des émergents, ou investissent dans les infrastructures (routes, barrages, chemins de fer, ponts, écoles, hôpitaux).

Malgré les discours, l'aide Sud-Sud demeure avant tout un instrument politique au bénéfice de celui qui l'octroie, dans le sens qu'elle est utilisée pour obtenir des concessions, établir des alliances et construire des zones d'influence. Comme dit le proverbe : « La main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit ». C'est la raison pour laquelle cette diplomatie Sud-Sud est accompagnée d'un discours normatif. Celui-ci veille à présenter les émergents comme des acteurs bienveillants pour les pays les plus pauvres : leurs intentions respectives seraient d'« aider » l'Afrique et d'être les porte-drapeaux de leurs intérêts. Pour mieux convaincre, les émergents cherchent à dissocier leur aide de celle octroyée par les Occidentaux en soulignant que leur aide n'est pas politiquement conditionnée et, partant, présentent l'Europe, les États-Unis et la Banque mondiale comme des

donner
plus sir
contra

Toutefi
pays en
pairs. I
premie
leur pr
chinois

En 20
l'Afriq
ments
dans l'
cobalt,
d'une
l'Afriq
officiel
l'étran
Celles-
en Afri
lations
de « no

Les au
cisme :
tion si
fite éq
intenti
lations
africai
ser des
série d
Palais
nation
voyant

Concl
L'essor
et plu

donneurs de leçons. Ils font savoir que leurs intentions seraient d'autant plus sincères qu'ils ne sont pas souillés par les « ravages du colonialisme », contrairement aux Européens.

Toutefois, étant donné que les émergents sont en concurrence dans les pays en développement, ils n'hésitent pas à critiquer l'action de leurs pairs. La critique est surtout adressée à la Chine, qui non seulement est le premier partenaire commercial de la plupart des émergents, mais est aussi leur principale rivale dans les pays en développement. L'expansionnisme chinois est sans commune mesure avec celui des autres émergents. En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Sa présence se traduit également par d'importants investissements : elle a investi plus de 150 milliards de dollars entre 2006 et 2014 dans l'exploitation du pétrole, des mines, du cuivre, du fer, du bois, du cobalt, du charbon ou de l'uranium. Pékin a signé des contrats avec plus d'une vingtaine de pays africains producteurs de pétrole ; ce qui amène l'Afrique à fournir 30 % de ses approvisionnements. Suite à la politique officielle dite du « go out » qui, depuis 1999, incite les Chinois à investir à l'étranger, plus de 2 000 entreprises se sont implantées sur le continent. Celles-ci n'hésitent d'ailleurs pas à exporter de la main-d'œuvre chinoise en Afrique ; ce qui crée des ressentiments dans le chef de certaines populations africaines. Dès lors, certains émergents qualifient l'action chinoise de « nouveau colonialisme ».

Les autorités chinoises sont cependant conscientes qu'un certain scepticisme international se répand quant à son discours qui présente la relation sino-africaine comme une association « gagnant-gagnant » qui profite équitablement aux deux parties. Pour donner des gages de ses bonnes intentions à l'égard des pays africains, Pékin procède à de nouvelles annulations de dettes, poursuit ses investissements dans les infrastructures africaines, promet de nouveaux investissements et n'hésite pas à dépenser des centaines de millions de dollars pour la construction de toute une série d'édifices publics comme le Quartier général de l'Union africaine, le Palais du peuple à Djibouti, le Palais de la culture à Abidjan, l'Assemblée nationale et le palais du Sénat à Libreville ou la Caisse nationale de prévoyance sociale au Cameroun.

Conclusion

L'essor des émergents bouscule de plus en plus les équilibres de pouvoir et plus particulièrement ceux de l'économie politique internationale.

L'Europe, les États-Unis et le Japon doivent dorénavant compter sur ce décentrage du monde qui se fait en partie à leurs dépens. Les émergents acquièrent une place de plus en plus conséquente par rapport à toute une série d'enjeux des relations internationales et se positionnent toujours davantage comme des acteurs incontournables pour les pays en développement et la coopération internationale.

Le rapprochement entre ces deux mondes a été qualifié par les émergents de coopération Sud-Sud. L'idée sous-jacente à cette notion est que les relations entre les émergents et les pays les plus pauvres seraient porteuses, contrairement aux rapports Nord-Sud, d'une coopération « entre égaux ». Dès lors, le terme de coopération Sud-Sud est généralement utilisé par les émergents dans le sens d'une relation idéalisée, reposant sur des notions d'équité et de coopération dépourvues d'inégalités émanant de rapports de puissance. L'idée véhiculée est celle que les pays bénéficiaires ont tout à gagner à développer des relations avec les émergents, car contrairement aux pays du Nord, les stratégies de coopération des émergents seraient exemptes de « visées hégémoniques ».

Or cette coopération Sud-Sud constitue un outil de formation d'espaces d'influence politique qui engendre pour les pays les plus démunis de nouvelles dépendances. Le schéma des relations commerciales Sud-Sud a d'ailleurs une forte empreinte Nord-Sud et les pays en développement deviennent de plus en plus tributaires tant des investissements directs étrangers que des aides des émergents.

Jusqu'à présent, le décentrage du monde et la multipolarisation croissante de l'économie politique internationale n'engendre pas nécessairement une refonte de la gouvernance mondiale car, d'une part, les pays occidentaux sont frileux à l'idée de partager le pouvoir mondial et, d'autre part, les émergents ne cherchent pas à assumer un leadership qui leur donnerait des responsabilités internationales.

En 1993
causes de
ce rappo
de crois
« pauvre
qualifié
duction.
diminut
tant et c
suivre ce
et élevé
sont par
une hau
entre les
avancée
La mon
rale, ave
cette qu